

LES COLLÈGES ET LES CÉGEPs CONSIDÈRENT QUE LE BUDGET IGNORE UN ÉLÉMENT CLÉ DU DÉFICIT DES COMPÉTENCES

Il ne s'attaque pas au manque de capacité pour dispenser la formation

Ottawa, le 26 février 2008 – Le budget fédéral déposé aujourd'hui ne s'attaque pas à un contributeur clé de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée qui risque de ralentir l'économie et de nuire à la capacité de notre pays de concurrencer à l'échelle mondiale, a déclaré James Knight, le président de l'Association des collèges communautaires du Canada (ACCC).

Tout en accueillant favorablement une hausse de l'aide financière pour les étudiants, y compris pour les autochtones, les travailleurs déplacés et âgés, et les apprentis, M. Knight a indiqué que les collèges et instituts de technologie refusent des milliers d'étudiants qualifiés parce qu'ils fonctionnent déjà à pleine capacité. Il a indiqué que le budget investit dans la demande, mais ne tient pas compte de l'offre.

Les compétences requises pour continuer de faire fonctionner notre économie sont acquises et perfectionnées dans les collèges et les cégeps du pays. Mais ces établissements font face à un sous-financement chronique qui limite leurs capacités, précise M. Knight. «Alors que les secteurs privé et public ont besoin de plus d'infirmières, de pilotes, de spécialistes de la construction, de technologues médicaux, d'ingénieurs ferroviaires, de gestionnaires des TI et de beaucoup d'autres catégories de travailleurs hautement qualifiés, il est malheureux que la question de la capacité de dispenser la formation technique ait été ignorée.»

«Le déficit des compétences techniques du Canada constitue une véritable panne économique qu'il faut attaquer de front. Contrairement au déficit financier qui a été effacé des comptes publics du pays dans les années 1990, le déficit des compétences techniques est largement caché, mais il aura des effets tout aussi dévastateurs sur l'économie de notre pays. Malheureusement, le budget d'aujourd'hui ignore simplement cette situation», a indiqué M. Knight.

Seulement dans le secteur de la construction, nous avons besoin de 250 000 travailleurs au cours des sept prochaines années pour combler les postes des retraités et répondre à la nouvelle demande. Les défis découlant du boom pétrolier en Alberta sont bien connus, mais les mêmes problèmes ralentissent les chantiers de construction d'un océan à l'autre.

Une récente étude réalisée par le Forum canadien sur l'apprentissage et le Conseil sectoriel de la construction démontre que les collèges et les cégeps ont besoin d'environ 609 millions de dollars pour moderniser leurs équipements juste pour la formation professionnelle, pour qu'au moins 80 pour cent de ces équipements soient considérés modernes et à jour.

Des pénuries d'espace chroniques obligent les collèges et les cégeps à refuser des milliers d'étudiants qualifiés. Par surcroît, l'équipement est désuet. «Les collèges et les cégeps ont grandement besoin d'une infusion de nouveaux capitaux pour entretenir et élargir leurs installations et pour acquérir des technologies de pointe à des fins d'enseignement», affirme M. Knight.

M. Knight a ajouté que l'Association avait hâte de travailler avec le gouvernement pour bien réaliser la deuxième partie de l'équation des compétences.

«J'ai hâte de travailler avec le ministre Solberg et ses collègues pour garantir qu'au début de l'an prochain il y aura une offre suffisante pour répondre à la demande accrue créée par le budget d'aujourd'hui», a conclu M. Knight. «Une hausse du financement n'aidera pas un étudiant éventuel s'il n'y a pas de place pour lui dans nos collèges et cégeps.»

L'ACCC demande depuis longtemps des investissements fédéraux additionnels dans les collèges et cégeps. La majorité d'entre eux ont été construits dans les années 1960 grâce à une aide fédérale importante et avec une durée de vie utile prévue de 40 ans.

- 30 -

Renseignements :

Lorna Malcolmson, gérante, Communications
Association des collèges communautaires du Canada
Tél. : 613-746-2222, poste 3123 Cell. : 613-882-0142